

METROPOLISATION ET ESPACES « D'ENTRE-DEUX »

JEUX D'ACTEURS, DYNAMIQUES DE POUVOIR, ET RECONFIGURATIONS

IDENTITAIRES DANS L'AGGLOMERATION DU GRAND-KHARTOUM

1. Problématique et enjeux scientifiques du projet

Ce programme de recherche propose d'analyser les jeux d'acteurs et les rapports de pouvoir s'articulant autour des espaces à l'interface rural/urbain dans l'agglomération du Grand Khartoum. Le caractère pluriel de ces espaces périphériques, dont les requalifications constantes se déclinent à plusieurs échelles et selon divers paramètres inter-croisés, constitue le point de départ de ce projet :

- sur le plan fonctionnel et économique il s'agit de zones résidentielles, industrielles, agricoles, d'élevage ou encore de « terrains vagues »...
- sur le plan socio-spatial et de l'habitat il s'agit de compounds de luxe, d'anciens camps de déplacés, de villages ruraux récemment englobés dans la capitale...
- sur le plan administratif et légal il s'agit de quartiers urbains, d'unités administratives rurales ou urbaines dont la définition officielle a fait (ou devrait faire) l'objet de restructuration et recadrages multiples,
- sur le plan socioculturel et anthropologique, les configurations sont très variées, du point de vue des affiliations ethniques, tribales, religieuses et statutaires.

Espaces à la fois relégués et convoités, ils éclairent d'une part les politiques urbaines de mise à l'écart de certaines populations et activités, et d'autre part, ils révèlent l'accentuation des enjeux fonciers dans la capitale depuis l'ouverture économique du pays, l'afflux des pétrodollars et la mise en place de politiques de libéralisation (années 1995-2000). Ils devraient de la même manière constituer une porte d'entrée pertinente d'analyse du changement de contexte politico-économique soudanais depuis la séparation du Soudan du Sud (2011). Il sera en effet question d'interroger le maintien et la poursuite des projets de lotissements résidentiels de luxe dans le contexte actuel de récession économique, et d'appréhender les transformations sociologiques des quartiers populaires notamment au regard des retours au sud des populations sud-soudanaises.

Le fait que ces espaces « d'entre-deux » s'ancrent dans la ville à l'échelle locale, mais renvoient inévitablement à des dynamiques et réseaux plus larges – régionaux (migrations saisonnières de travail, migrations forcées...), et internationaux (investisseurs immobiliers, entreprises de maîtrise d'œuvre, ...) mérite d'être souligné. Nous formulons l'hypothèse que ces espaces urbains en mutation rapide, articulant des projets et réseaux à différentes échelles, constituent une porte d'entrée privilégiée des enjeux urbains actuels et des rapports de force qui se nouent dans la ville. Quelles opportunités économiques et sociales offrent-ils ? À qui ? Et en miroir, quelles crispations, voire conflits émergent autour de l'appropriation de ces espaces, ou des ressources qu'ils induisent ? Quelles reconfigurations identitaires et des inégalités multiples se couplent à ces processus de recomposition ?

Ainsi, c'est le caractère potentiellement conflictuel de ces espaces « d'entre-deux » que ce que ce projet se propose de mettre en évidence en portant une attention toute particulière à l'émergence de nouveaux acteurs (privés et publics) et aux modes de régulation de et dans ces espaces.

A un niveau plus large de l'analyse, c'est également la dichotomie entre « urbain » et « rural » qui est questionnée de manière critique par l'approche de ce projet. Notre hypothèse est que cette dichotomie a conditionné largement les études soudanaises (et, en dehors du Soudan, les approches de disciplines telles l'anthropologie, la géographie, le droit). Dans le domaine de l'anthropologie par exemple, qui constitue au Soudan une tradition académique solide et féconde, un préjugé implicite sur la nature foncièrement « rurale » du Soudan, a porté les anthropologues, forts d'une riche production sur les populations de ce pays, à négliger les études en contexte urbain. Les transformations récentes et l'expansion accélérée du Grand Khartoum, invitent à combler ce manque, et à investir le cadre urbain (notamment celui de la capitale) par de nouvelles enquêtes, visant à dépasser la simple recherche de traces résiduelles de la ruralité dans l'espace urbain, et à saisir davantage les formes complexes d'imbrication des facteurs socioculturels dans ces « espace d'entre deux ».

Au niveau de la géographie, le projet s'inscrit dans les courants de la géographie, rurale comme urbaine, qui tentent depuis les années 1980 de se réconcilier en mettant au centre de l'analyse les articulations entre ville et campagne. Notre projet développe une analyse sur le Grand Khartoum où peu de travaux ont été accomplis dans ce sens et contribuera ainsi à la réflexion spatiale menée dans d'autres villes du Sud sur les spécificités d'un espace ni rural, ni urbain, espace « d'entre-deux » par excellence, parfois appelé espace intermédiaire. Il s'agira d'identifier les imbrications d'usage des sols, et d'analyser la manière dont les acteurs s'approprient consciemment ou non, voire se servent du caractère pluriel de cet espace.

Finalement, en ce qui concerne les études juridiques, l'objet et l'approche de ce projet, permettent de porter attention aux pratiques légales mises en place par des acteurs sociaux divers (individus, collectivités, Etat), de briser la dichotomie supposée entre deux espaces normatifs, d'une part, l'Etat et la loi islamique (comme prérogative de l'urbain) et, d'autre part, le droit coutumier (comme prérogative du rural). L'analyse des pratiques légales (notamment en ce qui concerne l'accès au foncier, les conflits liés et les mécanismes institutionnels de leur résolution) dans les contextes envisagés par ce projet, devrait être à même de faire la lumière sur les contradictions et les osmose entre deux systèmes juridiques différents et leurs combinaisons réelles dans les stratégies de production de la ville et ses mutations contemporaines.

2. Contexte et positionnement du projet

Ce projet de recherche intervient trois ans après la sécession du Soudan du Sud¹ et aura comme objectif de dresser un premier état des lieux de l'impact de la séparation sur les reconfigurations à l'œuvre depuis maintenant plus de dix dans la capitale soudanaise. Les conséquences de cet événement historique sont considérables et touchent toutes les sphères de la société soudanaise, et sont finalement peu étudiées à l'échelle fine – la plupart des travaux récents se concentrant logiquement sur le Soudan du Sud et au Nord sur des études politiques à

¹ Le Soudan du Sud a accédé officiellement à l'indépendance le 9 juillet 2011, à l'issue d'un processus de paix acté en janvier 2005 et conformément au résultat du référendum de janvier 2011.

plus petite échelle. Or, la capitale soudanaise constitue un observatoire exemplaire des dynamiques de changement social national.

L'agglomération du Grand Khartoum, souvent citée comme archétype de la « ville en crise » au regard de sa situation de refuge pour des centaines de milliers de déplacés internes (depuis les années 1980) et des politiques urbaines mises en place à leur rencontre, a connu depuis les années 2000 et l'entrée du pays dans le cercle restreint des producteurs de pétrole des transformations sans précédent.

La production de pétrole a porté l'économie du pays durant la décennie 2000-2011, dopant les recettes d'exportation², et constituant la principale ressource du gouvernement. Les pétrodollars ont massivement été réinvestis dans l'immobilier du Grand Khartoum, la capitalisation dans le foncier demeurant la plus sûre dans le contexte politique clientéliste soudanais. Les chantiers ont fleuri partout, et des projets urbains pharaoniques aux accents de Dubaï ont été lancés aussi bien dans le centre-ville qu'en périphérie urbaine. Des compounds résidentiels de luxe sont venus côtoyer les quartiers défavorisés et les anciens camps d'accueil de déplacés illustrant de manière brutale l'entrée du pays dans la mondialisation et les mécanismes de financiarisation des villes.

La sécession a ouvert une période d'incertitudes marquée par de fortes tensions entre les deux Etats et l'absence d'accord définitif sur le partage des ressources. Dans ce nouveau contexte, les difficultés économiques se font durement sentir³, y compris dans la capitale et compromettent éventuellement la poursuite ou l'achèvement d'un certain nombre de projets immobiliers lancés pendant la décennie précédente. De manière contradictoire, les difficultés économiques, la perte de la valeur de la monnaie soudanaise renforce encore les investissements dans le foncier.

Parallèlement, la sécession, à l'origine du retour au Sud de près de deux tiers des déplacés originaires du Sud présents dans la capitale, pose de nombreuses questions sur les processus à l'œuvre dans ces quartiers qui auraient connu une décroissance démographique. Il s'agira notamment de voir si les déplacés Sud Soudanais n'ont pas doré et déjà été remplacés dans ces quartiers par l'arrivée de nouvelles vagues de déplacés (originaires du Kordofan et du Darfour notamment) et d'analyser les conditions dans lesquelles le foncier a été « libéré ». Les Sud Soudanais ont-ils vendu ?, louent-ils à d'autres ?...Le foncier laissé vacant représente un espace d'opportunité dans le contexte économique soudanais qui mérite d'être analysé de manière fine. Par ailleurs, la partition du pays laisse encore sans statut (de citoyens et de citoyens) les populations Sud Soudanaises toujours résidentes à Khartoum et dont les stratégies n'ont pas encore fait l'objet de nombreux travaux scientifiques.

L'objectif de ce projet est donc d'interroger le devenir de ces espaces périphériques, caractérisés par une forte coprésence sociale en portant une attention particulière aux jeux d'acteurs et aux rapports de pouvoir s'articulant autour de ces espaces (quartiers pauvres, comme quartiers riches) et de leur appropriation.

Notre projet souhaite montrer comment s'articule à l'échelle locale urbanisation rapide, accaparement des ressources (notamment foncières) et rapports de pouvoir dans la ville.

² « Le pétrole représente désormais plus de 80 % des exportations soudanaises, alors qu'encore en 1999, les exportations de bétail et de sorgho comptaient pour plus de la moitié des exportations et leurs revenus couvraient à peine le coût de l'importation du pétrole » DENIS ERIC, 2005, « Khartoum : ville refuge et métropole rentière » in *Cahier du Gremamo*, La ville arabe en mouvement, n°18, pp. 87-127

³ L'inflation explose (37 % en juillet 2012 d'après les chiffres officiels) depuis la sécession du Sud et l'arrêt de l'exploitation pétrolière consécutive aux troubles entre les deux Soudans, obligeant le gouvernement du Nord à prendre des mesures d'économies drastiques (*Marchés tropicaux et Méditerranéens*, le 16/07/2012).

Il renvoie dans une approche intégrée et interdisciplinaire des périphéries urbaines, au gouvernement des villes, à la circulation des modèles et aux stratégies de résistance et mobilisation citadine.

3. Objectifs scientifiques et techniques du projet

Le projet s'appuie sur la création d'un groupe de travail interdisciplinaire sur la thématique des requalifications urbaines, reconfigurations des rapports de pouvoir dans les espaces périphériques de l'agglomération du Grand Khartoum. Le projet de recherche s'articule autour d'une problématique sur les conflits et propose de répondre à trois questions :

- Qui produit la ville aujourd'hui en périphérie urbaine du Grand Khartoum ?
- Quels opportunités et conflits spécifiques se développent dans ces espaces ?
- Quelles reconfigurations identitaires et des inégalités se couplent à ces processus de recomposition urbaine ?

Nous espérons qu'une réflexion pluridisciplinaire et intégrée des périphéries urbaines du Grand Khartoum permette d'identifier des processus communs aux différents terrains choisis (quartiers défavorisés, compounds de luxe, villages en cours d'urbanisation...) en termes de production de et de gouvernance urbaine, et d'avancer sur la définition d'espace intermédiaire (à l'interface rural/urbain) dans les villes du « Sud ». Ce projet ambitionne de démontrer la pertinence d'une approche micro-locale des conflits (plus particulièrement fonciers) comme excellent catalyseur des enjeux (urbains) soudanais. A terme, ce programme exploratoire doit poser les bases d'un programme de recherche plus ambitieux sur l'urbanisation du Nord Soudan, thématique sur laquelle les travaux de recherche manquent cruellement depuis la fin des années 1990. A une autre échelle, ce projet souhaite questionner les dichotomies « rural » Vs « urbain » dans le contexte soudanais.